LE PLAN

Par JFB le lun 09/03/2009 - 10:48

Nouvel élan pour sortir de la crise ?

Le Premier ministre hongrois, Ferenc Gyurcsány, a récemment présenté devant le Parlement son nouveau plan détaillé pour sortir de la crise économique. Mais d'autres propositions sont aussi sur la table.

Cette proposition de réformes, censée répondre aux enjeux macroéconomiques de la période à venir, est certes plus globale que les précédentes et concerne les principaux domaines économiques, mais n'est toujours pas suffisamment concrète pour remporter les voix de l'opposition. Cette dernière sympathise quant à elle plutôt avec le «paquet de réformes» proposé par l'Alliance pour les Réformes, un regroupement d'experts et d'analystes indépendants créé en octobre dernier pour élaborer un plan de secours économique faisant face à la crise économique.

Deux nouveaux projets macroéconomiques ont été présentés au cours du mois de février, l'un élaboré par le Premier ministre et l'autre par la Alliance pour les Réformes. Tous deux sont basés sur les mêmes principes : renouer avec la stabilité macroéconomique de la Hongrie et éliminer les tensions sociales afin d'affronter la crise avec une économie forte et puissante.

Le programme de Ferenc Gyurcsány vise à détailler toutes les propositions économiques que le gouvernement a projeté de mettre en œuvre jusque-là pour stimuler l'économie et tenter de lutter contre la récession globale. Il couvre les 5 principaux domaines de l'économie : la taxation, les cotisations et allocations sociales, le système des retraites, l'économie réelle, les affaires politiques et l'administration. C'est la première fois depuis la crise que sont initiées des réformes structurelles du fonctionnement de l'Etat. Quant aux mesures du «paquet», elles sont moins radicales que prévu. Notons par exemple les propositions finales de la réforme de taxation qui ne portent finalement que sur une restructuration des

différentes catégories d’impôts : l’allègement des cotisations de 50 points serait financé par l’augmentation des taux d’imposition sur le revenu et par les chèques et vouchers déjeuner, exempts de taxation jusqu’à présent.

En ce qui concerne la lutte contre le chômage, l’objectif du Plan est d’augmenter le taux de la population active de 57% à 65-70% et de réformer les retraites de sorte que l’âge de la retraite soit repoussé à 65 ans. Quant aux problèmes bancaires, outre l’éla-boration d’un système de garantie des comptes bancaires, le Premier ministre met l’accent sur la régulation des contrats bancaires pour réduire au minimum les closes abusives favorisant les intérêts des entreprises financières. Par ailleurs, la réforme de l’administration publique se contente de jouer sur le nombre des députés et municipalités, mesure qui, à elle seule, n’est pas à même de résoudre les problèmes de frais du Parlement, de l’Etat et des municipalités. Il serait plutôt préférable de redéfinir les droits et obligations des organes de l’Etat et de restructurer la carte administrative du pays, comme le revendiquent les agglomérations. Les réactions de l’opposition face au nouveau plan de Gyurcsány sont encore floues car ce dernier n’ayant pas encore présenté de propositions de lois concrètes devant le Parlement, ses propositions n’ont ainsi pas encore été débattues.

En attendant, les différents partis politiques (outre le MSzP au pouvoir) semblent concevoir leurs propres propositions, adaptées du «paquet» de projets de la Commission des Réformes, focalisant sur l’allègement des charges des ménages et des entreprises, sur la diminution des dépenses budgétaires, gages de compétitivité, d’efficacité et de croissance économique. Pour y arriver la Commission et l’Union européenne réclament des changements structurels et institutionnels. C’est clair que la réalisation d’un tel projet coûtera beaucoup au pays, mais c’est finalement l’oisiveté qui reviendrait plus cher.

Kata Bors

•

Catégorie
Agenda Culturel